

2 Politique

Majorité républicaine et sociale pour l'émergence Le porte-parole invite les nouveaux alliés à intégrer " officiellement " le groupe

SM

Libreville/Gabon

DANS sa déclaration à la presse, lundi dernier au siège du Bloc démocratique chrétien (BDC) dont il est secrétaire général exécutif, le porte-parole de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence, Guy Christian Mavioga, a appelé tous les partis politiques présents au gouvernement, à se regrouper autour d'une "majorité recomposée et plus forte". C'est-à-dire celle pouvant permettre à son chef de se construire une majorité parlementaire solide lors des prochaines échéances électorales.

Dans cette optique, déclare M. Mavioga, «il serait souhaitable que le PSD de Pierre-Claver Maganga

Moussavou, l'ACR de Bruno Ben Moubamba, le PDS de Séraphin Ndaot Rembogo, l'UPG de Mathieu Mboumba Nziengui et Démocratie nouvelle (DN) de René Ndemezo'o Obiang, clarifient leur positionnement politique en prenant maintenant le courage de signer la charte de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence». D'autant que, pour le président du BDC, le chef de l'État a, aujourd'hui, besoin que tous ceux qui se reconnaissent en lui mouillent véritablement le maillot, afin de lui permettre de remporter la bataille contre la pauvreté. Et ce, "en faisant preuve de loyauté et de fidélité à sa personne pour un Gabon fort et prospère".

Et de déclarer : «Il revient au président de la République d'affirmer de plus en plus son rôle tel un père, en



Photo : SM

procédant à des arbitrages lorsque ses enfants ne s'accordent pas, en montrant la direction à suivre car, il est le seul porteur de la vision d'un bonheur partagé».

Le porte-parole de la majorité a, par ailleurs, exhorté l'ensemble des compatriotes à plus de patience vis-à-vis de la nouvelle

équipe gouvernementale dite d'ouverture. Même si, a-t-il dit, ce gouvernement n'enchanté pas tout le monde, il n'en demeure pas moins qu'il mérite qu'on lui fasse confiance et qu'on lui accorde du temps avant de pouvoir le juger. «Avant de critiquer le nouveau gouvernement, attendons de voir s'il n'est pas en mesure de garantir aux élèves une année scolaire sans anicroche, s'il n'est pas capable de relancer l'économie nationale tout en la diversifiant, s'il n'est pas apte à garantir un fonctionnement optimal des régies financières en revenant aux fondamentaux afin d'accroître les recettes de l'État, s'il n'est pas en mesure de garantir l'égalité des chances à tous les Gabonais pour accéder à un emploi décent, etc.», a conclu Guy-Christian Mavioga.

Guy-Christian Mavioga du BDC, lors de sa déclaration.

Alliés ou en mission ?

J.K.M

Libreville/Gabon

DEPUIS la formation du "gouvernement Issoze Ngondet 2", le leader du Bloc démocratique chrétien, (BDC), Guy Christian Mavioga, fait partie des rares responsables de partis politiques de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence à se prononcer sur la vie politique nationale.

C'est dans cette optique que s'inscrit sa dernière déclaration au cours de laquelle il a souhaité que les leaders du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, de l'Alliance pour le changement et le renouveau (ACR), Bruno Ben Moubamba, du Parti pour la démocratie et la solidarité sociale (PDS), Séraphin Ndaot Rembogo, et de Démocratie nouvelle (DN), René Ndemezo'o Obiang, "clarifient leur positionnement politique en prenant maintenant le courage de signer la Charte de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE)". Ceci dit, aussi pertinente que soit la proposition de M. Mavioga, elle paraît difficilement compréhensible et, peut-être, réalisable en l'état actuel de la situation. D'autant plus que rien ne les oblige à le faire, puisque le positionnement actuel de toutes ces personnalités étiquetées de l'opposition, résulte du protocole d'accord du Dialogue politique qui s'est tenu, en mai dernier, à Angondjé. Avec, en filigrane, entre autres,



Photo : P/P/Prince Jackson/ L'Union

Carmen Ndaot représente le PDS ...



Photo : Nadège ontounou;Nadège ontounou

...Bruno Ben Moubamba l'ACR...



Photo : DR/ L'Union

...Biendi Maganga Moussavou le PSD...



Photo : P/P/Prince Jackson/ L'Union

... et Jonathan Ndoutoume Ngome le DN au sein du "gouvernement Issoze Ngondet II".

l'obligation pour le "gouvernement Issoze Ngondet II" de mettre en œuvre les Actes issus des dites assises auxquelles ils ont pris une part active. Ce qui pourrait laisser à penser que, aussi longtemps que sera en place la nouvelle équipe

gouvernementale, les ministres issus de l'opposition n'ont aucune "obligation politique" à rallier le camp présidentiel. Même si, par ailleurs, d'aucuns pourraient assimiler, sans doute à tort, leur présence au sein de "l'équipe

Issoze Ngondet II" à une appartenance de fait à la MRSE. D'autant plus que, en guise de rappel, lorsque les partis politiques de l'opposition avaient intégré "le gouvernement de la Démocratie" mis en place dans le

cadre des Accords de Paris, en 1994, ils avaient conservé leur étiquette de formations politiques de l'opposition. Étant donné que ce gouvernement issu d'un accord politique, avait été mis en place pour une "mission" précise. Laquelle

nécessitait une durée déterminée. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation similaire, même si plusieurs acteurs impliqués dans la crise post-électorale ayant suscité le conclave d'Angondjé n'y ont pas pris part...

Dès lors, il faudra attendre la fin de la "mission" de l'actuel gouvernement d'ouverture (sans doute après les prochaines Législatives) pour voir si, en cas d'une victoire du camp présidentiel, le PSD, le PDS, DN et l'ACR sont reconduits au gouvernement. A partir de là, le porte-parole de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence pourra leur exiger d'intégrer ce groupement politique...

Toutefois, au regard des nouvelles fonctions qu'occupent les présidents respectifs du PSD, de DN et du PDS, on peut se demander si cette analyse n'a pas de limite. Puisque Maganga Moussavou a été nommé Vice-président de la République, Ndemezo'o Obiang président du Conseil économique et social, et Séraphin Ndaot Rembogo président du CND. Et manifestement leurs missions, pour la plus part bien définies par la Constitution, transcendent les Actes du Dialogue. De ce point de vue, en conservant leur ancrage dans l'opposition, on est en droit de s'interroger sur l'attitude qui serait la leur en cas de désaccord éventuel avec la Majorité, sur la conduite des affaires publiques. Iraient-ils jusqu'à démissionner ?